

C'est avec plaisir que nous abordons cette nouvelle année 2016-2017, qui sera placée pour le CENS sous le signe des renouvellements. En janvier 2017, le Cens changera officiellement de statut et deviendra UMR (Unité Mixte de Recherche sous la double tutelle de l'Université et du CNRS), faisant de notre laboratoire l'un des plus importants sites de recherche en sciences sociales du Grand Ouest. Au-delà, l'année universitaire à venir sera également celle du renouvellement d'un certain nombre de chercheurs, puisque suite au départ en retraite de plusieurs de nos collègues de l'UFR de sociologie, quatre nouveaux enseignants-chercheurs (deux professeurs et deux maîtres de conférence) vont enrichir nos rangs à l'occasion d'une campagne de recrutement menée au printemps 2017. De telles arrivées ne manqueront pas de renforcer plus encore le dynamisme de notre laboratoire. Tout en maintenant le cap défini par ses objectifs scientifiques pour le prochain quinquennal (2017-2021), le CENS veillera donc à intégrer ces nouveaux collègues en les accompagnant dans la présentation et la poursuite de leurs travaux. Les mois à venir s'annoncent donc riches à tous points de vue. Le contenu de ce nouveau numéro de la Lettre du Cens ne le contredira pas. Bonne lecture à tous !

Marie Cartier et Baptiste Viaud

Sommaire

Actualités sensationnelles

De nouveaux projets de recherche
Le projet RURELLES..... p.2
Le projet REPESO..... p.2
Colloques/ journées d'études..... p.3
Un nouveau chercheur au CENS. p.3
Les délégations et CRCT..... p.3
Une nouvelle chercheuse en
délégation CNRS..... p.4

Zoom sur les jeunes chercheurs

Soutenances de thèses..... p.5
Deux nouveaux doctorants et un
changement de sujet de thèse... p.7

Agenda et publication... p.8

Publications



Marianne Blanchard, Sophie Orange et Arnaud Pierrel,
Filles + sciences = une équation insoluble? Enquête sur les classes préparatoires scientifiques, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2016, 152 p.

Les filles constituent quasiment la moitié des bacheliers scientifiques et réussissent mieux à cet examen que les garçons. Pourtant les grandes écoles d'ingénieurs - qui représentent plus que jamais la voie d'accès aux positions de pouvoir- demeurent aujourd'hui des bastions masculins. C'est cette énigme apparente qu'il s'agit de résoudre: comment rendre compte de cette «disparition» des filles? Où sont-elles passées?

En mobilisant un large spectre de sources statistiques et une enquête conduite auprès d'élèves de classes préparatoires scientifiques à la demande de la direction de l'École normale supérieure, ce livre propose une approche originale en considérant cette disparition comme un fait social à part entière. Comment certains parcours scolaires et certaines destinées professionnelles en viennent-ils à être reconnus comme ouverts aux femmes? Quels mécanismes d'incitation poussent les uns plus que les autres à se sentir à leur place dans ces parcours scolaires d'excellence scientifique? Comment les rapports aux savoirs qui y ont cours participent-ils au maintien de ces bastions masculins?

Cette étude pourra intéresser un large public: élèves, enseignants, parents d'élèves, conseillers d'orientation, mais aussi responsables politiques ou associatifs en charge de la promotion des carrières scientifiques féminines, ainsi que sociologues et économistes spécialistes des questions scolaires et/ ou de genre.

www.univ-nantes.fr

Comité éditorial

Directrice, directeur de publication

Marie Cartier, Baptiste Viaud

Comité de rédaction

Marie Charvet, Raphaële Chatal,
Sophie Orange, Laurence Tual-
Micheli

Secrétaire de rédaction et réalisation

Johanna Rousseau

Contribution à ce numéro

Jean-Noël Retière, Marie-Pierre
Pouly

CENS

23 rue du Recteur Schmitt
BP 81 227

44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES

L'Université-Partenaire



Centre Nantais de Sociologie



De nouveaux projets de recherche

RURELLES

Le programme de recherche RURELLES, financé par la DREES et mené en partenariat avec l'INSEE, est une post-enquête qualitative qui fait suite à l'Enquête Nationale sur les Ressources des Jeunes (ENRJ – 2014). Dirigée par Sophie Orange, cette recherche est réalisée avec Fanny Renard (GRESO, université de Poitiers) sur une période de 2 ans (2016-2018). Elle porte sur les ressources des jeunes femmes (18-25 ans) en milieu rural.

La question de la place des femmes d'origine populaire dans les espaces ruraux a souvent été posée en négatif. C'est en effet davantage sur les hommes et les lieux masculins que se sont principalement portées les analyses. Les espaces féminins ont alors été davantage déduits et définis en creux que véritablement enquêtés et investigués. Le projet RURELLES entend donc investir un angle mort des travaux en sociologie en portant la

focale sur les jeunes femmes de milieu populaire et rural et en questionnant leur transition vers l'âge adulte dans un contexte de recomposition des classes populaires, à l'aune de l'allongement des scolarités, de la fermeture massive d'usines et d'entreprises locales et du resserrement de l'emploi public.

L'enjeu est donc de proposer une lecture en positif de ces jeunes femmes, en mettant en évidence les configurations sociales dans lesquelles elles s'inscrivent, le système de ressources qu'elles mobilisent mais aussi les espaces propres qu'elles investissent. On verra alors apparaître des lieux de quant à soi, des quêtes de respectabilité, des investissements dans des espaces spécifiques, des systèmes de valeurs et des pratiques culturelles qui peuvent échapper aux outils statistiques de recueil des données, souvent fondés sur les lieux et modes masculins d'occupation de l'espace.

D'un point de vue méthodologique, 60 entretiens seront réalisés avec des jeunes femmes des cantons ruraux du centre-ouest de la France selon une démarche de recherche qui insistera sur les nécessaires contextualisation et inscription spatiales des processus sociaux.

Les entretiens effectués allieront la dimension temporelle (récit et trajectoire de vie) et la dimension spatiale. Il s'agira notamment d'objectiver des parcours d'ascension sociale ou de déclassement dans les trajectoires résidentielles des jeunes femmes, de cartographier les systèmes d'échanges (monétaires et non monétaires) dans lesquels elles sont prises, et de rendre compte de leurs espaces de loisirs, de travail et de sociabilité.

REPESO

Cette recherche pluridisciplinaire, associant une quinzaine de chercheurs de spécialités diverses, saisit, sous un angle tant théorique qu'empirique, les formes, les mécanismes, les évolutions et les enjeux de l'articulation entre les champs sanitaire et pénal dans la prise en charge des personnes placées sous main de justice.

La démarche empirique, quantitative et qualitative, vise, dans la lignée d'une recherche précédente (cf. l'ouvrage *La réponse pénale. Dix ans de traitement des délits*, Rennes, PUR, 2013) à objectiver et à comparer les pratiques dans six juridictions françaises. Outre des entretiens avec l'ensemble des professionnels impliqués (magistrats, conseillers d'insertion et de probation, experts psychiatres, personnel soignant de l'administration pénitentiaire, etc.), l'étude s'appuie sur l'analyse statistique d'un échantillon représentatif de dossiers judiciaires (au moins 3000), sélectionnés sur une période relativement longue pour identifier d'éventuelles évolutions temporelles et permettre de comparer différents dispositifs (injonction ou obligation de soin, injonction thérapeutique, etc.), leurs publics, leurs traductions et leurs effets sur les prises en charge et trajectoires des condamnés.

Si les diverses controverses générées par l'articulation santé-justice pénale existent depuis la naissance de la clinique

psychiatrique, celles-ci ont atteint ces dernières années une intensité inégalée, sous l'effet cumulé d'une pluralité de facteurs. Si les règles relatives à l'irresponsabilité pénale et à la responsabilité atténuée pour trouble mental devaient idéalement permettre de circonscrire les champs respectifs de la psychiatrie et de la justice pénale, praticiens et chercheurs s'interrogent sur la fréquence des condamnations et des incarcérations de condamnés souffrant d'addictions, de pathologies mentales et/ou de troubles de la personnalité. De nombreuses études ont révélé leur surreprésentation parmi les personnes interpellées par les forces de police, placées en garde à vue, condamnées puis incarcérées, en France comme dans de nombreux États étrangers. Toutefois, il n'est guère évident de mesurer l'évolution dans le temps de cette surreprésentation de personnes atteintes de troubles mentaux condamnées, de démêler et de hiérarchiser les facteurs explicatifs. Certaines recherches, sans engendrer un véritable consensus scientifique, pointent des corrélations entre troubles psychopathologiques, addictions et délinquance et/ou les mécanismes de sur-pénalisation qui affecteraient ces publics. C'est au croisement de tous ces constats et interprétations que se situent les enjeux de connaissance de la recherche empirique menée. Xavier de Larminat (chercheur au CENS), Camille Treméau, Jean-Noël Retière ainsi qu'Anaïs Le Thellec (ingénieure d'études) font partie de l'équipe de recherche.

Colloques / journées d'études

Lundis de la MSH. Les mots et leurs usages. Pour une sociologie des concepts en sciences humaines.

Le 10 octobre dernier le CENS a animé en partenariat avec la MSH Ange-Guépin, un Lundi de la MSH. Nous avons invité Olivier Christin et Marion Deschamp, deux historiens qui ont coordonné le Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines dont le deuxième tome vient de paraître (Paris, Éditions Métailié, 2016).

Cette entreprise au long cours réunit depuis le début des années 2000, sur une initiative de Pierre Bourdieu, des chercheurs européens de diverses langues et disciplines (historiens, économistes, sociologues, anthropologues). Il s'agit d'inviter chercheurs en sciences sociales et citoyens à faire œuvre de réflexivité face à ces mots dits « nomades » tant ils circulent d'un espace national à l'autre et/ou de l'espace scientifique vers l'espace politique et médiatique. Loin de l'essentialisme et de toute posture normative, inspiré autant par la sémantique historique que par l'ambition sociologique d'une histoire sociale des idées, ce dictionnaire atypique, au lieu de définir les mots, en retrace l'histoire, c'est-à-dire les circonstances qui les ont vus accéder au rang de concepts mais aussi les métamorphoses sémantiques qu'ils ont subies au gré de leurs voyages transnationaux et des débats dont ils ont fait l'objet.

Si le comparatisme international prête aux chausse-trappe et aux malentendus, il n'en constitue pas moins un puissant outil de décentrement et en définitive d'enrichissement de la pensée, comme en témoignent par exemple les entrées « Travail », « Ancien Régime », « Laïcité » (tome 1), « Genre », « Peuple et Race », « Créolisation » (tome 2).

Plaider pour le plurilinguisme et l'unité des sciences sociales par-delà les découpages disciplinaires, cet ouvrage est à la fois salutaire et utile à l'heure où l'on enjoint à la sociologie de s'internationaliser. Salutaire, car il alerte sur les faux semblants de l'internationalisation. Les colloques internationaux dépourvus de réflexivité comme les traductions rapides dans un anglais standard peuvent s'avérer tout à fait contre-productifs pour la connaissance. Utile, car il donne à

travers ses entrées des exemples concrets d'un comparatisme réflexif et critique sur le sens et les usages des mots, étape indispensable à un véritable dialogue scientifique entre chercheurs de divers pays, auquel tout un chacun peut s'essayer sur ses propres objets de recherche.

Journées de rencontre entre juristes, politistes et sociologues à l'Université de Nantes

Jacques Commaille
A quoi nous sert le droit ?



La journée de rencontre entre juristes, politistes et sociologues du 10 novembre 2016 a été conçue conjointement par deux laboratoires de l'Université de Nantes présents sur le site du Tertre : Droit et changement social (DCS) et le CENS. Son objectif est de susciter des échanges, de favoriser et d'intensifier les liens et travaux entre chercheurs juristes, politistes et sociologues.

La matinée sera consacrée à une présentation/discussion, en présence de l'auteur, de l'ouvrage de Jacques Commaille, « A quoi nous sert le droit ? » (Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2015). Cet ouvrage constitue une œuvre de synthèse d'un des penseurs français ayant arpenté dans leurs multiples dimensions les rapports du droit et de la sociologie. Il comporte aussi des développements susceptibles de donner lieu à discussion sous un angle conceptuel ou méthodologique, que ce soit par l'affirmation critique d'une « légalité duale », ou par la revendication d'une approche « par le bas » déjouant la représentation commune proposée par les acteurs du droit. L'après-midi sera l'occasion de rendre compte des pratiques concrètes de l'interdisciplinarité - par-delà le discours omniprésent et incantatoire sur sa nécessité - à partir de retours d'expériences de chercheurs qui la pratiquent quotidiennement sous des formes diverses. Seront notamment abordées des questions relatives aux méthodes de travail, à la construction d'une problématique commune, aux obstacles et intérêts rencontrés, aux enjeux de publication et de valorisation, aux motivations à engager de telles recherches ainsi qu'à leurs retombées concrètes. Les projets et perspectives de recherche à venir seront présentés au terme de la journée.

Un nouveau chercheur au CENS



Xavier de Larminat rejoint le CENS en tant que chercheur post-doctorant dans le cadre de l'ANR Réprimer et soigner (REPESO).

Sa thèse de doctorat, qu'il a soutenue en 2012 au sein du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, portait sur la prise en charge des personnes condamnées à des sanctions pénales en milieu ouvert. Ses travaux ont notamment mis l'accent sur les modes de catégorisation administrative et morale des populations suivies. Il montre comment les effets liés à l'informatisation d'un côté, et à l'importation de savoirs « criminologiques » de l'autre, tendent à reléguer au second plan l'attention accordée par les professionnels à l'insertion économique et sociale des justiciables. Il a ensuite mené un premier post-doctorat consacré aux cadres intermédiaires de l'administration pénitentiaire, puis poursuivi ses recherches sur l'exécution des peines en Belgique, au sein du Centre d'études sociologiques de l'université Saint Louis à Bruxelles.

Ses recherches actuelles portent sur l'articulation entre santé et justice pénale, mais aussi sur le traitement pénal des illégalismes populaires, et sur les parcours de vie des personnes ayant fait l'objet d'une condamnation.

Les délégations et CRCT

Bruno Papin, MCF en STAPS et chercheur au CENS a obtenu un CRCT d'un an durant lequel il va séjourner à l'université d'Ottawa pour mener une analyse comparative France/Canada des modes de fabrication des élites sportives.

Marie-Pierre Pouly, MCF à Limoges et chercheuse au GRESCO, est accueillie cette année au CENS en délégation CNRS (cf. son interview p.4).

Les délégations de **Fanny Jedlicki** et d'**Hélène Stevens** ont été renouvelées pour 6 mois. Pour rappel, les recherches de Fanny Jedlicki portent sur les mobilités résidentielles et sociales d'étudiants d'origine rurale et celles d'Hélène Stevens sur le champ de l'encouragement à l'entrepreneuriat.

Une nouvelle chercheuse en délégation CNRS



Marie-Pierre Pouly, Maître de conférences à l'Université de Limoges, est accueillie au CENS pour l'année 2016-2017, dans le cadre d'une délégation CNRS. Dans l'interview ci-dessous, elle retrace son parcours, de l'anglais aux sciences sociales.

Quelle est votre parcours de formation et de recherche ?

Étudiante en classes préparatoires littéraires, j'ai réussi de façon assez imprévue le concours de l'ENS Cachan en anglais et me suis ainsi retrouvée au département de langues pratiques, nouvellement créé pour former des anglicistes susceptibles d'enseigner l'anglais de spécialité (l'anglais pour spécialistes d'autres disciplines : médecins, ingénieurs, etc.) Il fallait passer l'agrégation d'anglais, très éloignée dans son esprit de l'anglais de spécialité. Je crois que l'expérience du décalage entre le type de formation et d'esprit requis par les concours littéraires (prépa, agrégation) et, d'autre part, les injonctions à l'adaptation aux besoins du monde du commerce, de l'entreprise, des échanges internationaux, détermine largement les questions que je me suis ultérieurement posées, d'un point de vue sociologique, au sujet de l'enseignement des langues.

Au cours de mes années d'études, j'ai bénéficié de deux années de lectorat, l'une en Australie et l'autre à la London School of Economics and Political Science (LSE), où se pressait une jeunesse cosmopolite dorée. J'ai ensuite obtenu un poste de PRAG d'anglais à l'Institut d'études politiques de Toulouse où j'ai enseigné pendant dix ans, auprès d'étudiants globalement moins bourgeois mais tout aussi acquis à la nécessité des voyages et à une conception instrumentale des langues. J'y ai éprouvé le statut scientifique dominé de l'anglais, discipline ancillaire et utilitaire, et le caractère profondément social de la maîtrise orale des langues. Les étudiants bilingues pouvaient paralyser la classe, et parfois l'enseignante (et son anglais scolaire), avec leur accent parfait. J'étais cette fois-ci sensible à la contradiction entre la domination symbolique exercée par la langue anglaise et le caractère dominé de l'anglais comme discipline au sein d'une école de la noblesse d'État.

À l'Institut d'études politiques de Toulouse, je me suis formée aux sciences sociales grâce à la fréquentation de collègues. L'expérience de la position de l'anglais comme la rencontre de social scientists passionnés m'ont conduite à reprendre mes études.

Quelles influences vos dispositions d'angliciste ont-elles sur votre travail de recherche en sociologie ?

Mes premiers objets d'étude, en sociologie, entretiennent des liens plus ou moins immédiats avec ma formation en anglais : ils la prennent directement pour objet ou, dans d'autres cas, reconvertissent dans le champ des sciences sociales des dispositions acquises dans ma formation antérieure (lecture d'œuvres littéraires, traduction).

Pour des raisons d'abord pratiques, liées à ma connaissance personnelle de l'univers angliciste, je me suis intéressée à la genèse et à la structure de l'anglais scolaire et universitaire et me suis inscrite en thèse à l'EHESS sous la direction de Stéphane Beaud. J'ai vécu ce travail comme une anamnèse de la façon dont j'avais été façonnée comme spécialiste de la langue anglaise et des contradictions de ma position.

Une autre partie de mes travaux relève de la sociologie de la littérature, si l'on entend par là une mobilisation de textes littéraires à travers des interrogations de sciences sociales, ou une étude de leurs producteurs.

Renouant avec l'exercice de la traduction d'abord pratiqué dans un cadre scolaire comme apprentie angliciste puis comme enseignante – la traduction reste un exercice central dans l'apprentissage des langues –, j'ai traduit l'ouvrage de Beverley Skeggs, *Des femmes respectables*. Classe et genre en milieu populaire, paru chez Agone en 2015.

Que pensez-vous de l'injonction à l'internationalisation qui est de plus en plus faite aux chercheurs ?

Bien que maîtrisant l'anglais, je garde de mes expériences en tant qu'étudiante et enseignante d'anglais une méfiance à l'égard des injonctions à l'internationalisation, dont j'ai montré par mon travail historique par quels groupes sociaux elles étaient portées, mais surtout, dont j'ai éprouvé les formes de domination symbolique qu'elles impliquent. Les rapports linguistiques, qui sont aussi des rapports de classe (la familiarité avec les langues transnationales dominantes étant liée à des stratégies d'inculcation familiale), retraduisent jusqu'au plus intime les rapports de domination internationale. Dans le cas spécifique des échanges scientifiques, ils servent parfois d'instrument hétéronome dans des jeux de distinction scientifique, certains collègues se spécialisant dans l'« import-export », en conférant du crédit à un objet, un.e auteur.e ou une méthode parce qu'ils sont internationaux plutôt que pour l'avancée qu'ils représentent. Pour autant, j'estime évidemment essentielle la possibilité de se décentrer des configurations nationales de production scientifique et nécessaire la maîtrise des outils linguistiques permettant de saisir les enjeux des « translations » qui s'opèrent d'un champ scientifique national à un autre.

Quelles activités et projets vous amènent en délégation CNRS au CENS ?

Depuis 2013, je travaille au sein d'un collectif de recherche auquel participe le CENS, financé par l'ANR (CLASPOP), sur les transformations des classes populaires en France. Je m'y intéresse plus particulièrement aux morales économiques, à l'usage de l'argent et à la respectabilité budgétaire dont sont chargées plus spécifiquement les femmes des ménages étudiés, lesquels, sans être à l'abri d'un déclassement, ne sont pas démunis de ressources de diverses natures. Je présenterai mon projet de recherche CNRS lors du « Chantier de recherche » du 27 avril 2017.



Publications

Marie Cartier (with Isabelle Coutant, Olivier Masclet and Yasmine Siblot. Translated by Juliette Rogers),

The France of the Little-Middles. A Suburban Housing Development in Greater Paris, New York, Berghahn Books, 2016, 224 p.

The Poplars housing development in suburban Paris is home to what one resident called the "Little-Middles" – a social group on the tenuous border between the working- and middle- classes. In the 1960s The Poplars was a site of upward social mobility, which fostered an egalitarian sense of community among residents. This feeling of collective flourishing was challenged when some residents moved away, selling their homes to a new generation of upwardly mobile neighbors from predominantly immigrant backgrounds. This volume explores the strained reception of these migrants, arguing that this is less a product of racism and xenophobia than of anxiety about social class and the loss of a sense of community that reigned before.



**zoom****sur les jeunes chercheurs**

Soutenances de thèses

LIONEL HELVIG

Lionel Helvig : **Le sport en héritage. Sociohistoire des clubs de basket nantais (1920-2015)**, thèse de sociologie sous la direction de Jean-Noël Retière et de Bruno Papin, CENS, **7 novembre 2016**, 14h, UFR STAPS (amphi 250), Université de Nantes.

Peu exploré jusqu'alors en dépit d'une densité sans pareil à l'échelle nationale, l'espace du basket nantais offre un terrain de recherche fécond, notamment en raison de l'originalité du processus de diffusion de l'invention de Naismith dans une région où les soldats américains ont transité pendant la Première Guerre mondiale. Bien que le basket soit pratiqué par les boys dans les camps de la Base Section Number 1 à partir de 1917, la greffe n'est effective à Nantes qu'au début des années vingt. Elle prend forme à l'initiative de sportsmen et de conscrits parisiens qui impulsent un développement rapidement devenu exponentiel, sur fond de concurrence entre patronages catholiques et amicales laïques. Bientôt un siècle plus tard, l'effacement des attributs idéologiques, territoriaux et genrés qui sont au principe même des clubs est tout autant avéré que partiel, ce qui invite à interroger les mécanismes qui rendent possible la perpétuation d'un héritage dont le nom des associations, leur double affiliation (affinitaire et fédérale) et leur ancrage dans une localité ou un quartier comptent parmi les traces les plus manifestes. À cet égard, la force des relations intergénérationnelles qui font des clubs des espaces de transmission dont ils sont en même temps les objets joue un rôle décisif dans les arrangements qui se trament. La thèse vise donc à analyser les transformations locales de l'espace des sports sans jamais perdre de vue que les associations sont aussi, au-delà de leur définition légale, de la sociabilité à laquelle elles donnent corps.

JURY

Dominique JACQUES-JOUVENOT, Professeure de sociologie, Université de Franche-Comté

Jacques DEFRANCE, Professeur de sociologie, Université Paris-Ouest Nanterre

William GASPARINI, Professeur de sociologie, Université de Strasbourg

Bruno PAPIN, Maître de conférences en sociologie, Université de Nantes (codirecteur)

Jean-Noël Retière, Professeur de sociologie, Université de Nantes (codirecteur)

JOANNE WALKER

JURY

Romuald NORMAND, Professeur des universités, Université de Strasbourg

Éric VERDIER, Directeur de recherche au CNRS, Université Aix-Marseille et UMR CNRS LEST

Annie COLLOVALD, Professeure des universités, Université de Nantes

Alexandra FILHON, Maîtresse de conférences, Université de Rennes 2

Martine MESPOULET, Professeure des universités, Université de Nantes (directrice de thèse)

Joanne Walker : **Interroger les modèles d'intégration au prisme des politiques de formation linguistique. Une comparaison entre Nantes et Bristol**, thèse de sociologie sous la direction de Martine Mespoulet, CENS, **8 novembre 2016**, UFR Sociologie, salle du CENS (F020), Université de Nantes.

Cette thèse questionne la pertinence du recours à la référence à un modèle national d'intégration quand des acteurs multiples (gouvernement national, Union européenne, autorités publiques locales, société civile, secteur privé) concourent à la construction et à la réalisation d'une politique spécifique : celle qui a pour objectif de favoriser l'apprentissage de la langue nationale par les migrants adultes au moyen de la mise en place de cours de formation linguistique. La recherche étudie la construction, à de multiples niveaux, de dispositifs de formation linguistique en effectuant une comparaison entre deux villes, Nantes, en France, et Bristol, au Royaume-Uni. La thèse examine notamment les chevauchements entre modèles et cadres institutionnels qui déterminent les référentiels, catégories, normes et ressources dont les acteurs chargés de mettre en place les cours peuvent s'emparer. Au cours du processus de définition des usages de cet instrument de l'action publique, la construction de ce qui est caractérisé comme « besoin linguistique » dépend de négociations entre acteurs publics et privés dont les compétences se modifient constamment.

YASSIN BOUGHABA

Yassin Boughaba : Citoyennetés populaires en Suisse. Sociabilités et politique à Renens (1945-2013), sous la direction d'Olivier Fillieule et de Jean-Noël Retière, IEPHI, Université de Lausanne & Cens, Université de Nantes, **23 novembre 2016**, 9h, Université de Lausanne.

Cette thèse porte sur les citoyennetés populaires en Suisse, c'est-à-dire les formes plurielles d'implication politique des membres des classes populaires. Elle vise à analyser leurs rapports à la politique, à partir d'une étude localisée portant sur les fractions « hautes » des classes populaires, à savoir des ouvriers et des employés subalternes par ailleurs investis dans les lieux de sociabilité qui fondent la vie politique locale et cantonale. En d'autres termes, il s'agit de mettre au jour les rapports de domination qui traversent les classes populaires et les conséquences de cette segmentation sur leur implication politique. Dès lors, des engagements partisans, syndicaux, associatifs et électoraux ont été analysés dans différents contextes historiques. En s'appuyant sur des investigations archivistiques et ethnographiques ainsi que sur des données statistiques, cette thèse montre que, dans les années 1940, le militantisme d'employés des Chemins de fer fédéraux au sein du Parti Ouvrier et Populaire induit une mise à distance des ouvriers du privé ; que la forte division existant dans les années 1960-1970 entre les ouvriers suisses et les ouvriers immigrés se manifeste par des prises de position xénophobes au sein de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie ; enfin que, dans les années 2000, la participation de résidents d'origine étrangère au sein des lieux de sociabilité liés à la scène politique – le corps des sapeurs-pompiers et la section locale du Parti Ouvrier et Populaire – se fait sur un mode minorisant.

JURY

Gianni D'AMATO, Professeur à l'Université de Neuchâtel

Céline BRACONNIER, Professeure à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Cécile PECHU, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne

Laurent TISSOT, Professeur à l'Université de Neuchâtel

Olivier FILLIEULE, Professeur à l'Université de Lausanne (co-directeur)

Jean-Noël RETIERE, Professeur à l'Université de Nantes (co-directeur)

FLORIAN PEDROT

JURY

Yannick BARTHE, Directeur de Recherches, CNRS, LIER-EHESS

Lilian MATHIEU, Directeur de Recherches, CNRS, Centre Max Weber, ENS Lyon

Emmanuel HENRY, Professeur, Université Paris-Dauphine

Brigitte GAÏTI, Professeure, Université Sorbonne Paris I

Annie COLLOVALD, Professeure, Université de Nantes (directrice de thèse)

Sarah GHAFARI, Maître de conférences, École des Mines de Nantes (co-encadrante de thèse)

Florian Pédrot : Comment devient-on « victime » ? Le cas des surirradiés en milieu hospitalier, thèse de sociologie sous la direction d'Annie Collovald et de Sarah Ghaffari, CENS, **2 décembre 2016**, 14h, salle du CENS, Université de Nantes.

À partir d'une étude de cas d'accidents médicaux – les surirradiations de patients traités par radiothérapie survenues dans les hôpitaux d'Épinal et Toulouse, révélées en 2006-2007 – cette thèse examine les effets des précédentes crises sanitaires sur l'action publique en santé et sur les mobilisations de victimes.

Au croisement d'une sociologie politique, des problèmes de santé publique, du droit et des mobilisations, elle montre que ces précédents pèsent désormais sur les acteurs d'un drame sanitaire. Parce qu'elles surgissent après d'autres affaires où les acteurs politiques ont été mis en cause judiciairement par des victimes, ces surirradiations donnent lieu à des anticipations. Pour le personnel politique, il s'agit d'éviter leur transformation en crise sanitaire et politique. Devançant les journalistes dans l'accès aux accidents, il obtient un alignement du traitement médiatique sur sa propre définition, au prix de la victimisation des patients. Mais tous les patients ne se reconnaissent pas victimes et, en dépit de la publicisation des accidents et d'un droit de la responsabilité médicale favorable, un travail de réalisation des surirradiés en victimes a été nécessaire. L'intervention d'acteurs du droit – les avocats – a été indispensable pour faciliter la naissance d'associations de victimes et pour mettre en valeur les causes de leur état. Ces avocats transforment la cause en canalisant les griefs des victimes jusqu'au procès.

S'appuyant sur des archives de presse et administratives, des entretiens, des questionnaires, des observations, la thèse propose l'analyse paradoxale de la non-émergence d'une crise sanitaire et sa transformation en affaire judiciaire.

Deux nouveaux doctorants et un changement de sujet de thèse

ALICE LERMUSIAUX



Alice Lermusiaux commence une thèse au CENS intitulée « De la science au soin. Requalification des savoirs et socialisation genrée dans les formations paramédicales ».

Cette recherche, qu'elle mène sous la direction de Sophie Orange et de Marie Cartier, s'intéresse aux études paramédicales, et plus particulièrement à la formation en soins infirmiers, où l'enseignement scientifique est

important et qui est majoritairement féminisée, contrairement à beaucoup de filières scientifiques, qui restent l'apanage des garçons. Or ces voies que les filles fréquentent majoritairement sont dominées, tant du point de vue de leur composition sociale que des statuts auxquels elles donnent accès. Leur caractère scientifique tend à être occulté.

Cette étude entend donc rendre compte du rôle des institutions de formation dans ce processus de création de différents types de scientifiques : des « scientifiques » et des « spécialistes du care ». Elle engagera une réflexion sur les frontières et la définition de la « science » ainsi qu'un travail de socio-histoire sur la part faite au domaine scientifique dans la formation d'infirmière. Un suivi de cohorte fictif réalisé par une passation de questionnaires et des entretiens répétés, complété par des observations en classe, permettra de rendre compte du rôle que joue la socialisation secondaire dans la création de ces « scientifiques » du soin.

Cette thèse fait suite à un mémoire de Master déjà consacré à l'étude des rapports entretenus par les filles avec les filières scientifiques : « Elles et les sciences. Une affaire de domination ». Il portait sur les filles des filières S.SVT et ST2S (sciences et technologie de la santé et du social) de l'enseignement secondaire. L'enquête a permis de mettre en lumière l'influence de la socialisation sur les projets d'orientation post-bac de ces élèves de première et terminale et notamment sur leur poursuite d'études dans des voies plus ou moins considérées comme scientifiques.

PIERRE CAMUS



Pierre Camus rejoint également l'équipe du laboratoire pour préparer une thèse sur « Les formations aux métiers d'élus locaux », sous la direction de Rémy Le Saout. Il mènera une enquête socio-historique sur l'univers des « formations officielles »

proposées aux élus locaux depuis le début du XXe siècle, et analysera ainsi les logiques par lesquelles les élus sont formés aux fonctions liées à leur mandat. Sans minimiser l'importance que revêt la socialisation tacite et interactionnelle que vivent les élus dans l'apprentissage de leurs rôles et des savoirs qui en découlent, le but de cette recherche est d'interroger l'espace politique local comme un champ marqué par des savoirs formels qui peuvent s'apprendre à l'image de n'importe quel métier.

Cette thèse fait suite à un mémoire de Master consacré à l'analyse de l'utilisation de l'argent public dans une commune de la région nantaise, par observation participante dans les différentes instances de création du budget annuel pour l'année d'exercice 2016. Il s'est agi d'étudier comment les dépenses d'une municipalité se décident concrètement en analysant notamment les ressorts politiques qui poussent à dépenser ou à économiser dans un contexte dit de « crise des finances publiques » : il existe des conceptions différenciées du rapport à l'argent public selon la nature de ses affectations.

RAPHAËLE CHATAL



Cette année, Raphaële Chatal poursuivra son doctorat au CENS avec un nouveau sujet de recherche, sous la direction de Marie Cartier et de Gildas Loirand. Elle travaillera désormais sur **l'insertion professionnelle des étudiants en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)** sortis de l'enseignement

supérieur diplômés au niveau de la licence 3. Employée à la Cellule Locale d'Insertion Professionnelle (CLIP) de l'UFR STAPS de Nantes depuis 2014, elle mène déjà régulièrement des enquêtes par questionnaires auprès des étudiants sortants de cette filière, enquêtes qui montrent notamment qu'un étudiant sur trois ne continue

pas ses études au-delà de la troisième année. Cette proportion se révèle bien supérieure à celle observée dans les filières telles que le droit ou les sciences fondamentales. L'objectif majeur de la thèse consistera donc à interroger les spécificités d'aspirations individuelles exprimées dans un espace « à part » situé entre cycle court (bac + 2) et cycle long (bac + 5 ou plus). Il s'agira également d'identifier les effets variables et variés des sorties à ce niveau d'étude sur les modalités précises d'accès à l'emploi. Prévoyant une enquête statistique approfondie à propos du devenir des titulaires d'une licence STAPS, cette recherche sera complétée par une enquête de type ethnographique auprès d'étudiants en formation et d'anciens étudiants et plus particulièrement de ceux issus de l'Université de Nantes.

Agenda

Colloques, journées d'études

10 octobre 2016

Les Lundis de la MSH, « **Les mots et leurs usages. Pour une sociohistoire des concepts en sciences humaines** », à l'invitation du CENS

10 novembre 2016

Journée de rencontre entre juristes, politistes et sociologues à l'Université de Nantes, DCS-CENS

Séminaire Impromptus du CENS

15 décembre 2016

Romain Pudal (CNRS-CURAPP), **Retour de flammes. Les pompiers des héros fatigués ?**, Paris, La Découverte, 2016.

26 janvier 2017

Paul Pasquali (CNRS-CURAPP-ESS), **Passer les frontières sociales. Comment les « filières d'élites » entrouvrent leurs portes**, Paris, Fayard, 2014.

9 mars 2017

Christian Topalov (CNRS-EHESS), **Histoire d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)**, Paris, Classiques-Garnier, 2016.

6 avril 2017

Vanessa Codaccioni (Université Paris 8, CRESPPA-CSU), **Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes**, Paris, CNRS Éditions, 2015.

4 mai 2017

Sylvain Laurens (CESSP-EHESS), **Les courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles**, Marseille, Agone, 2015.

Séminaire Chantiers de recherche

3 novembre 2016

Christophe Lamoureux, « Penser la sociologie du cinéma à l'échelle territoriale : le cas du festival "Premiers plans" à Angers ».

24 novembre 2016

Kevin Delasalle, « Le tourment militant. Une ethnographie de l'engagement partisan au Parti Socialiste. 2010-2016 ».

8 décembre 2016

Élie Gueraut, « "S'engager pour la culture". Ascension et déstabilisation du pôle culturel d'une ville moyenne du centre de la France. »

12 janvier 2017

Fabienne Montchasson, « Langage et curriculum à l'école maternelle : "primarisation" ou secondarisation ? »

2 février 2017

Nicolas Rafin, « Ce que les archives judiciaires disent du traitement des ruptures d'union. Construire des données statistiques au cœur d'une enquête ethnographique collective »

16 février 2017

Margot Delon, « Les incidences biographiques de la ségrégation. Trajectoires et mémoires des enfants des bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre en France »

16 mars 2017

Manuela Roupnel, « Qu'est-ce que se former signifie pour les populations perçues comme vulnérables sur le marché du travail ? »

27 avril 2017

Marie-Pierre Pouly, « L'économie matérielle et symbolique des échanges dans la vente par réunion »

Soutenances

7 nov. 2016: Lionel Helvig

23 nov. 2016: Yassin Boughaba

8 nov. 2016: Joanne Walker

2 déc. 2016: Florian Pédrot

Publications

Chapitres d'ouvrages

Balland L., « Une mobilisation décalée. Les débats publics autour de la réforme du collège unique », in Gutierrez L. et Legris P. (dir.), *Le Collège unique. Eclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*, Rennes, PUR, 2016, pp. 161-176.

Cartier M., « Les postiers », in Le Roux M. et Richez S. (dir.), *Brève histoire de la Poste en France depuis 1945*, Berne, Peter Lang, 2016, p. 37-48.

Dussuet A. (avec Flahault E.), "Working within associations: A specific access to public space for women?", in Schwabenland C., Lange C., Nakagawa S., Onyx J. (eds), *Women's emancipation and civil society organisations - Challenging or maintaining the status quo?*, Bristol, Policy Press, 2016, pp.277-297.

Morel S., « Transporter des "corps pathologiques". Une immersion dans le quotidien des ambulanciers privés », in Memmi D., Raveneau G., Taïeb E. (dir.), *Le social à l'épreuve du dégoût*, Rennes, PUR, 2016, pp. 151-162.

Orange S., « Le choix du BTS. Entre construction et encadrement des aspirations des bacheliers d'origine populaire », in Daisuke S. (dir.), *Qu'a entraîné la démocratisation de l'enseignement ? Classes et inégalités dans la société française*, 2016. [Traduction en japonais de l'article paru dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 183, juin 2010, p. 32-47.]

Articles dans des revues à comité de lecture

Collovald A., D'Halluin E., « L'accueil des migrants », *Savoir/Agir*, n° 36, juin 2016, pp. 9-11

Crasset O., « "You Hurt Yourself a Little Every Day" », *Travail et Emploi* [En ligne], Hors-série, 2015, pp. 133-158. URL : <http://travailemploi.revues.org/6852>

David M., « Pratiques pédagogiques et autonomie des étudiants de L1 », *Inter Pares*, n° alpha, juin 2016, pp. 115-122.

D'Halluin E., « Le nouveau paradigme des "populations vulnérables" dans les politiques européennes d'asile », *Savoir/Agir*, n° 36, juin 2016, pp. 21-26.

Lamoureux C., Rafin N., « La séparation sous tous ses plans ? Sociologie des grammaires cinématographiques des films de divorce », *Revue des Politiques sociales et familiales*, n° 121, « Parentalité - Relations familiales », 3e et 4e trimestres 2015, pp. 81-92

Lemêtre C., Orange S., « Jeunesses rurales-jeunesses ordinaires », *Savoir/Agir*, n° 37, septembre 2016, pp.9-13.

Lemêtre C., Orange S., « Les ambitions scolaires et sociales des lycéens ruraux », *Savoir/Agir*, n° 37, septembre 2016, pp.63-69.

Loirand G., « L'arbitre rémunéré : un exclu de la société salariale », *Marché et Organisations*, n° 27, septembre 2016, « Le sport aux frontières du marché du travail », pp. 105-130.

Maresca S., « L'avenir en bleu », *Images du travail* *Travail des images* [En ligne] URL : <http://09.edel.univ-poitiers.fr/imagesdutravail/index.php?id=787>, n° 2, 2016.

Mengneau J., « Qui va scolariser nos enfants ? Les réouvertures d'écoles publiques dans les communes rurales », *Savoir/Agir*, n° 37, septembre 2016, pp.15-21.

Mespoulet M., Poullaouec T. (avec Filhon A., Deauvieu J., Verdalle L. (de), Pelage A., Brousse C., Sztandar-Sztanderska K.), "European Classification Project. An assessment of national variations in the perception of social space", *Comparative sociology*, volume 15, Issue 3, 2016, pp. 275-299.

Morel S., « La fabrique médicale des inégalités sociales dans l'accès aux soins d'urgence. Ethnographie comparée de deux services d'urgence public et privé », *Agone*, n° 58, « Quand la santé décuple les inégalités », juillet 2016, pp. 73-88.

Niang A., « Immigrés, ils vieillissent en foyer », *Place publique*, n° 58, « Quand la lutte des âges est aussi lutte des classes », juillet-août 2016, pp. 56-60.

Shorokhov K., (avec Nikolaeva N.), « Rossiiskii Krasny Krest v povychenii katchestva jizni nasselenia »[« L'implication de la Croix-Rouge russe dans l'amélioration de la qualité de vie de la population »], *Problemy oustoitchivogo razvitiia rossiiskikh reguionov* [« Les problèmes du développement durable des régions russes »], Tioumen, Univ. Ind. de Tyumen, 2016, pp. 365-369.